

Alain Lipietz

LA DOUBLE COMPLEXITE DE LA CRISE

(N° 71)

Les Temps Modernes - n° 407 - Juin 1980 -

Alain Lipietz

LA DOUBLE COMPLEXITE DE LA CRISE

Inutile de jouer les fanfarons : c'est la crise pour tout le monde¹. Les marxistes de tous bords n'auront guère eu le loisir de savourer l'amer triomphe : voir s'effondrer la belle expansion capitaliste que peaufinaient les gouvernements et les économistes keynésiens. Tous leurs modèles de référence se sont effondrés dans le même temps. Les discours dogmatiques dérivés du marxisme, qui tenaient le haut du pavé jusque dans les universités, ont dû baisser le ton. L'orgueilleuse école du « Capitalisme monopoliste d'Etat », après avoir passé toutes les sciences sociales à la moulinette pour justifier le large front antimonopoliste autour du PCF, s'est repliée vers de prudentes considérations sur la suraccumulation². Et les chevaliers, trotskystes ou marxistes-léninistes, de l'orthodoxie antirévionniste (dont

1. Une première mouture de ce texte, qui reprenait elle-même des éléments déjà exposés dans *les Temps Modernes* et *Partis Pris*, avait été rédigée pour un ouvrage collectif qui ne vit pas le jour, *le Temps des crises*, à l'automne 1978, c'est-à-dire « après la défaite et avant les congrès » (ceux du PC, du PS, de la CGT et de la CFDT). J'ai dû quelque peu l'actualiser et aussi *l'infléchir* (dans un sens que je préciserai) pour tenir compte de l'évolution caricaturale de la fausse opposition « archéo-néo » que je dénonçais dès cette époque.

2. *France Nouvelle* du 11/12/1978 publie tout un dossier sur « La théorie économique marxiste dans le débat politique » sans qu'on y trouve le sigle magique : « C.M.E. ». Depuis, je ne perçois plus très bien quelle est la théorie de la crise du P.C.F.

vement à faire payer la crise aux travailleurs en échange de transformations qualitatives, de réformes structurelles. Cette stratégie, qui justifie le « recentrage » de la CFDT²⁵, est en fait importée d'Italie : le PCI et le syndicalisme italien la proposent (l'imposent...) depuis des années, sous le nom de « *nouveau modèle de développement* ».

Bruno Trentin, prestigieux leader des métallos italiens, nous en présente les implications dans un article du *Monde*²⁶. Elles reposent sur une analyse du double aspect de la crise économique : les ouvriers ne veulent plus travailler comme avant et les patrons ne peuvent plus tenir dans la nouvelle division internationale du travail. Les conquêtes ouvrières de 1969-1973 ont mis en crise le développement capitaliste italien mais cette crise entraîne patrons et ouvriers à leur perte. Il faut donc que le syndicat prenne en main la « sortie de la crise » en imposant un « nouveau modèle de développement ». Dans ce cadre offensif, le syndicat doit déterminer la part de ses conquêtes que la classe ouvrière doit sacrifier au nom de son rôle dirigeant :

« [Après 1969, nous n'avons] pas prévu toutes les implications économiques de nos revendications ni favorisé à temps une reconversion industrielle. Nous aurions dû prévoir que la réduction des horaires, les nouveaux droits syndicaux, la rigidité qui s'était introduite dans la production, impliquaient une autre structure industrielle. Le syndicat a donc accéléré la crise sans y apporter de solution en temps voulu (...)

[Depuis], nous avons réclamé des réformes et nous avons fait de ces réformes des objectifs de lutte. Même les « sacrifices » deviennent des objectifs de lutte : on les détermine nous-mêmes en fonction de la politique économique proposée par le syndicat (...)

Il faut se battre pour les sacrifices ! Ces sacrifices dont les patrons ne veulent généralement pas, parce qu'ils savent que nos propositions impliquent une réduction de leur pouvoir

25. Je ne prétends pas, dans les lignes qui suivent, traiter de la crise actuelle du mouvement syndical, de la portée politique du « recentrage » cédétiste, ni de la contestation qui se développe dans la CGT. Je cherche seulement à montrer les conséquences, dans les débats de stratégie syndicale, de la mauvaise maîtrise qui a été la nôtre du double aspect de la crise.

26. *Le Monde*, 6 décembre 1978.

discrétionnaire. L'austérité peut donc être, dans ce contexte, une stratégie visant à transformer les structures économiques et sociales. »

Ainsi les « sacrifices » sont présentés comme le gage de l'hégémonie prolétarienne : le mouvement ouvrier s'engouffrerait dans la crise du fordisme, prendrait en main la direction de la reprise productive, en profiterait pour imposer une transformation des rapports de production (orientation de l'accumulation, forme du procès de travail, etc.), moyennant un relâchement des exigences quantitatives de « ceux d'en bas ».

On devine le profit que peut faire de ces propositions le « courant des assises », plus exactement sa branche syndicale : la direction actuelle de la CFDT. Car ici l'on retrouve, dans le domaine économique, exactement le même quiproquo que lorsque nous avons analysé la crise de l'hégémonie. Cette fois encore, il s'agit de régler une crise « en haut » (la crise du schéma d'accumulation, du modèle de développement), moyennant le refoulement de la révolte de « ceux d'en bas », mais en présentant les sacrifices impliqués (essentiellement pour ceux d'en bas, mais aussi, il est vrai, pour une fraction de ceux d'en haut), comme la contrepartie d'une victoire sur un autre terrain : la volonté de *vivre* et de *produire autrement*.

On mesure ici les ravages que peut aujourd'hui provoquer une idéologie, brillamment développée par Ivan Illich dans la période de croissance, et qui rejoignait alors pleinement le refus subversif de la « société de consommation » et des thèses productivistes des tenants du capitalisme d'Etat. Certes, le monde que nous voulions ne s'accommode ni de l'actuelle organisation capitaliste du procès de travail, ni de l'organisation centraliste de l'Etat²⁷. Mais en rejetant tous les malheurs du monde sur la croissance des forces productives, des « méga-outils », en oubliant les rapports sociaux qui les ont engendrés, l'illichisme commet la même entourloupe que ceux (l'écrasante majorité des marxistes) qui attendent tout de la croissance de ces forces.

27. Comme le prouve *a contrario* le rétablissement accéléré du capitalisme en Chine sous couvert des « Quatre modernisations ». Voir l'article de P. Tissier dans *le Monde diplomatique* de décembre 1978 et, encore plus significatif, « Les Chinois sont pressés », *le Nouvel Economiste* du 27 novembre 1978.

Le président Giscard d'Estaing nous l'a dit : « La société de consommation c'est fini, d'ailleurs elle n'était pas faite pour les Français. » Le dessinateur Konk illustra excellemment le propos : devant un cinéma dont l'affiche vante l'euphorie de ladite société, une file de chômeurs se heurte à la pancarte : « Complet ». Ainsi, l'illichisme se retrouve au diapason (« en osmose et échange »²⁸) avec le « modèle de crise » de la grande bourgeoisie : la croissance c'est fini, la restructuration est obligatoire, de toute façon vos emplois étaient salissants et votre consommation aussi, alors mieux vaut être pauvre et bien portant que riche et malade. Entre le « redéploiement » de Giscard et certaines justifications du « recentrage » syndical, il n'y a que ce qui sépare le cynisme du discours du maître de l'opium du peuple*.

28. Selon l'expression de M. Bosquet (*le Nouvel Observateur*, 30 août 1976) qui soulignait la convergence entre « néo-socialistes » et « néo-libéraux », et s'interrogeait : « Y a-t-il un bon usage du giscardisme ? ». J'ai critiqué alors, dans mon article des *Temps Modernes*, cette proposition d'un « bon usage du giscardisme » avec d'autant plus d'injuste brutalité que je me crispais moi-même totalement, au nom de la défense des victimes du redéploiement, dans la défense sans perspective des « avantages acquis ».

Si, depuis, Michel Bosquet s'entête à écrire publiquement au Président qu'il finira par nous décevoir, son double André Gorz vient d'adresser enfin, avec ses *Adieux au Proletariat* (éd. Galilée), une critique de fond au marxisme reçu qui pose la véritable question : le mouvement ouvrier, pas plus que les forces productives, tels qu'ils ont été façonnés par les rapports capitalistes, ne peuvent engendrer un « dépassement » de ces rapports. J'ai moi-même tenté, dans la conclusion de la troisième section de *Crise et inflation : pourquoi ?*, de poser dans des termes nouveaux (refusant le « dépassement » hégélien), la question du rapport entre le développement capitaliste et l'aspiration au communisme.

* Dans mon article des *Temps Modernes* de 1976, j'évoquais à ce propos le mot de Marie-Antoinette : (« Ils n'ont pas de pain ? Qu'ils mangent de la brioche ! ») C'est exactement la comparaison qu'inspire au chroniqueur du *Monde* (4/3/80) la petite phrase de R. Barre : « Les chômeurs feraient mieux de créer leur emploi au lieu de vivre des allocations-chômage. » Mais il ne faut pas oublier que ce thème : (« Et si chacun créait son emploi ? ») venait de faire l'objet d'une livraison de la revue *Autrement*, développant l'idée illichienne du « chômage créateur ». En réalité, dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, cette proposition n'est qu'une ignoble duperie. Pas seulement parce que les chômeurs sont par définition séparés des

De la volonté de travailler autrement au respect de la compatibilité capitaliste.

J'exagère ? Alors écoutons le secrétaire de la Fédération de la Métallurgie CFDT, Jacques Chérèque, sur la crise de la sidérurgie lorraine²⁹. « On pense, nous, que la bataille sur l'emploi doit être un processus. Mais pas n'importe lequel. A Strasbourg, le thème de notre dernier congrès était : se battre pour l'emploi et pour un autre emploi. On avait mesuré que le terme "se battre pour l'emploi" pouvait finalement être conservateur : on nie l'évolution de la technologie, le progrès. Il y a un énorme malentendu depuis Concorde. Le système capitaliste a si bien rivé les ouvriers à leur outil de fabrication qu'ils se battent pour défendre un produit qui, finalement, les aliène un peu plus. Quand tu vois comment les syndicalistes défendent l'automobile... »

Pour autant qu'il vise certains mots d'ordre scandaleux qui se sont greffés sur la défense de l'emploi, J. Chérèque vise juste. Mais à ce compte, quels emplois, quels produits, n'aliènent pas les producteurs ? L'impression de *Syndicalisme-Hebdo* ? « Sauver son emploi en conquérant un autre type d'emploi » est un mot d'ordre authentiquement révolutionnaire... mais qui implique justement la révolution. Pour le moment, c'est le capital qui décide de la restructuration. Face à lui, le mouvement ouvrier doit défendre les besoins de tous les travailleurs : ceux qui ne veulent plus travailler comme avant, mais ceux aussi qui ont encore besoin de gagner leur vie et ne sont pas prêts à faire n'importe quoi³⁰.

moyens de production. Mais plus profondément parce que le développement de la dépossession capitaliste du savoir-faire ouvrier prive la plupart des chômeurs des moyens culturels d'une telle entreprise. Enfin, si la création de coopératives ouvrières est possible pour les producteurs restés qualifiés (horlogers, imprimeurs), c'est obligatoirement dans le cadre de la concurrence capitaliste qui leur dicte sa loi (sur les expériences de SCOP, voir *Partis Pris*, n° 15 et 16).

29. Interview à *Libération*, 26 septembre 1978.

30. Dans la mesure où le syndicalisme a pour mission de défendre les conditions de vente de la force de travail dans le cadre des

C'est là que la « lutte pour un autre emploi », façon moderniste, laisse disparaître ce qui la sépare radicalement de la lutte pour « travailler autrement et vivre au pays ». Après avoir conseillé aux sidérurgistes lorrains de « ne pas se battre le dos au mur » pour des emplois aliénants et archaïques, Jacques Chérèque enchaîne sur Usinor-Dunkerque, « qui investit, se développe » (jusqu'à quand ?). « Dans ce cas, la revendication qui vient au premier plan pour nous, c'est la 5^e équipe (rotation en 5 × 8 des travailleurs postés de la sidérurgie). Ça créerait immédiatement des emplois nouveaux, et aussi on a pu montrer que c'était rentable grâce à l'allègement des coûts sociaux du travail posté : accidents de la dernière heure de travail, maladies professionnelles, etc. Là aussi, il faut tenir compte des réalités, notamment internationales ; mettre en cause le travail posté dans la sidérurgie, ça suppose d'imposer la 5^e équipe au niveau européen, pour aller au-delà. »

Bilan de la démonstration :

1. On accepte la mobilité géographique et le sacrifice (passager, s'ils acceptent d'émigrer à Dunkerque !) de dizaines de milliers de sidérurgistes lorrains.

2. On accepte de subordonner la satisfaction des aspirations à « travailler autrement » aux impératifs de l'accumulation capitaliste : rentabilité, compétitivité.

A partir d'ici, l'argumentation bascule. On ne cherche plus à présenter la solution à la crise des patrons comme conforme aux aspirations anticapitalistes des masses. On affirme tout simplement qu'on ne peut sortir de la crise qu'en résolvant la crise des patrons, quitte à accepter des « sacrifices ». Ce réformisme-là se porte candidat à la gestion de la crise de « ceux

rappports de production capitalistes, on peut se demander s'il n'est pas inéluctablement entraîné à une logique du type de celle de J. Chérèque, de B. Trentin et de L. Lama, que la direction soit d'orientation sociale-démocrate moderniste, corporatiste, ou révisionniste. C'est assurément une tendance de fond du syndicalisme. Cependant, Marx parlait déjà d'un usage révolutionnaire du syndicalisme : tirer parti de la force de l'association des travailleurs réalisée sur ce terrain comme d'un levier pour mettre en cause les rapports de production capitalistes eux-mêmes. Cela suppose que l'emporte dans le syndicat une ligne qui vise à la défense de tous les travailleurs (y compris les femmes, les immigrés, les sans-statut, etc.) et non la seule « aristocratie ouvrière ».

d'en haut »³¹, en échange de quoi il se charge de faire patienter « ceux d'en bas ».

Et il trouve des arguments qui ne manquent pas de force. Ils sont évidemment fondés sur la liaison entre les deux aspects de la crise. Pour les patrons, la crise, c'est l'impossibilité de poursuivre l'accumulation à l'ancienne manière, c'est la nécessaire liquidation de certains secteurs (donc de certains patrons), la mise en place de nouvelles technologies et d'une nouvelle division internationale du travail. Cela suppose que soit brisée la résistance des travailleurs. Ce n'est pas que les patrons soient méchants : mais pour sortir de leur crise, ils doivent liquider (donc licencier) dans certaines branches, investir dans d'autres (donc accroître l'exploitation, l'extorsion du profit). Pour les travailleurs, la crise, c'est donc le chômage ou l'exploitation accrue, le salaire bloqué ou en baisse. Mais si les travailleurs ne paient pas cette crise, les patrons ne peuvent sortir de la leur ; la résistance ouvrière à la crise maintient ouverte la crise elle-même. D'où l'idée, à la base de la stratégie syndicale italienne, qu'il faut d'abord résoudre la crise des patrons pour résoudre la crise des travailleurs. Puisqu'ils nous entraînent dans leur naufrage, il faut, pour nous sauver, les aider à s'en sortir ! Le mouvement ouvrier ne devrait avancer que des revendications « compatibles » avec les conditions d'une reprise productive, d'un redéploiement. Stratégie antipopulaire, car il n'existe pas de solution commune à la crise des patrons et à celle des travailleurs, du moins pour l'écrasante majorité de ces derniers comme nous l'avons dit plus haut.

Certes, la CFDT n'en est pas encore là, et encore moins la CGT (du moins dans le discours). Mais l'évolution de la stratégie syndicale italienne doit nous éclairer. Quel bilan tirer en effet de celle-ci, pratiquée avec constance depuis des années ? En échange de la modération des salaires au Nord, on espérait obliger les capitalistes à investir dans le Midi : on accepterait

31. J. Attali parle de « changer d'outils ». Quant à J. Chérèque, il nous propose « les approches possibles, compte tenu de la situation », et finalement reproche à la restructuration de « ne pas s'accompagner d'une contre-politique industrielle dynamique » (*le Matin*, 27/08/79). Appréciation que je partage en tant qu'économiste salarié de l'Etat, mais tout à fait insuffisante dans la bouche d'un dirigeant syndical !

de freiner la consommation d'automobiles, et on obligerait Fiat à produire des autobus ! Résultat : si on a perdu sur les salaires du Nord, on n'a eu ni les emplois dans le Midi, ni les autobus. Et on finit avec l'incroyable interview de L. Lama³².

« *Le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices. Sacrifices pas marginaux, mais substantiels (...)* La politique salariale dans les prochaines années devra être très mesurée (...). Nous ne pouvons plus obliger les entreprises à entretenir dans leur personnel un nombre de travailleurs exorbitant par rapport à leurs capacités productives, ni continuer à prétendre que la Caisse d'Intégration³³ assiste en permanence les ouvriers en excédent (...). En somme : mobilité effective de la main-d'œuvre et fin du travail assisté en permanence (...). De 1969 à aujourd'hui, nous avons joué la rigidité de la force de travail. On imposait un taux de salaire et un niveau d'activité, et on exigeait que les autres grandeurs économiques se plient à cette exigence. Eh bien, nous devons être intellectuellement honnêtes. C'était une idiotie (...). Les entreprises qui approchent de leur crise doivent avoir le droit de licencier (...). La réduction de l'horaire de travail ? Nous avons déjà, avec quarante heures, un des plus bas du monde industriel. On ne peut faire un pas de plus dans cette direction avant que les autres pays ne nous aient rejoints. Je le répète : le problème de l'emploi ne se résout que par une reprise du développement, c'est-à-dire de l'accumulation du capital, opportunément programmée par l'Etat (...). Si cette politique de sacrifices que nous proposons à la classe ouvrière ne devait pas passer, cela voudrait dire que les égoïsmes sectoriels auraient vaincu. Si cela arrivait, il n'y aurait plus d'espoir pour ce pays. Mais je ne crois pas que cela arrivera. »

Non, ce n'est pas Raymond Barre qui parle. Il n'oserait pas. Ce n'est pas non plus un « nouvel économiste », puisque les néolibéraux croient que de la lutte des égoïsmes résulte l'intérêt général. C'est un membre du PCI, secrétaire de la plus grande confédération syndicale italienne.

32. Secrétaire national de la Confédération générale italienne des Travailleurs, Interview dans *la Repubblica*, 24 janvier 1978.

33. Caisse de garantie contre le chômage technique.

Electoralisme, ékonomisme : les fouriers du modernisme.

Mais alors que faire ? s'exclamera peut-être le lecteur exaspéré. Je l'ai déjà dit : je n'en sais trop rien. Je pense cependant que la stratégie ouvrière devrait partir de la démarche inverse : de la crise telle que la subissent les travailleurs, et qui combine le poids devenu insupportable de « l'ancienne manière de produire », les coûts de l'impossibilité de continuer comme avant, et déjà, pour certains d'entre eux, le poids des nouveaux modes d'exploitation (dans le tertiaire informatisé, par exemple). Une telle stratégie devrait partir de la défense intransigeante de leurs besoins immédiats et affirmer que c'est aux patrons de rechercher des plans de restructuration « compatibles » avec les victoires des luttes ouvrières, tant dans le domaine de l'emploi et du salaire que dans la contestation de l'organisation capitaliste du travail. Nous savons qu'à long terme, ils ne les trouveront pas. Mais à court terme, c'est la seule tactique conforme à l'intérêt de tous les travailleurs, et à moyen terme, elle impose la révolution sociale comme seule issue à la crise. En réalité, nous ne sortirons pas de la crise en « résolvant la crise des capitalistes » (ou alors ça nous coûtera très cher), mais en supprimant le capitalisme. Alors oui, nous aurons à proposer un « nouveau modèle de développement » et des « mesures immédiates pour sauver le pays ». Mais ce ne sera rien d'autre que la révolution sociale, le bouleversement révolutionnaire des rapports de production, la marche au communisme. « Crispation instinctive aujourd'hui, utopie pour après la Révolution » ricaneront certains. Non. Seule stratégie qui défende immédiatement tous les travailleurs et rende inéluctable la question de la révolution sociale. Alors que parler de « nouveau modèle de développement », sans toucher aux structures fondamentales de l'impérialisme, c'est sacrifier immédiatement une partie des travailleurs, pour permettre à une autre de retrouver (peut-être !) demain la paisible exploitation de naguère, sous la férule d'un capitalisme rajeuni.

Est-ce à dire qu'en attendant le grand soir il suffirait de tenir, de résister pied à pied, de compter sur la seule rigidité de la force de travail pour empêcher le redéploiement, barrer la route de l'issue capitaliste à la crise ? Je l'ai cru et je ne suis

pas le seul. Mais cette stratégie m'apparaît maintenant inapplicable et fautive. Inapplicable parce que de toute façon la restructuration est largement entamée, que le capital est en train de tester la mise en place de nouvelles formes du rapport d'exploitation. Nous sommes embarqués, il faut déjà lutter sur un nouveau terrain. Et surtout³⁴, cette stratégie est liée à une stratégie de prise du pouvoir et de construction du socialisme dont il faut bien maintenant tirer le bilan : « On prend le pouvoir d'abord, sur la base du mécontentement général, on voit ensuite ce qu'on peut faire pour transformer les rapports sociaux dans le sens du socialisme. » Une telle stratégie revient toujours à conférer à un parti de spécialistes à la fois la responsabilité tactique de la prise du pouvoir, et la responsabilité stratégique de la transformation sociale. Mais quand les masses ne se sont pas emparées dès l'abord de la volonté de transformer les rapports sociaux, quand elles n'ont pas commencé par là à transformer leurs propres visions du monde et leurs pratiques sociales, quand la prise du pouvoir apparaît, non comme un verrou à faire sauter pour libérer l'initiative d'en bas, mais comme un blanc-seing décerné à un parti pour agir d'en haut, comment s'étonner de voir les anciens rapports sociaux se reproduire dans la société civile et reconquérir à leur logique les nouvelles superstructures³⁵ ?

Et puis enfin, il reste que, pendant toute une période, la stratégie du « refus des sacrifices » aggrave la crise de capital, y compris pour les travailleurs. C'est pourquoi la logique de la défense catégorielle des intérêts de chaque fraction des classes populaires se révélerait catastrophique si elle était poussée jusqu'au bout, indépendamment de la construction de l'unité populaire. Et c'est là le fond de la question du programme, du projet alternatif, de la solidarité active dans la lutte.

Quand on fait le bilan de ces dernières années, il me semble que la responsabilité de l'économisme (la lutte réduite à la

34. Comme le développe le remarquable article de Roland Déric. « La CFDT, la crise, et les rapports de production », *Partis Pris*, n° 5, décembre 1978.

35. Voir sur ce point l'interview de Charles Bettelheim : « Questions sur le marxisme-léninisme après la mort de Mao Tsé-toung », *Partis Pris*, n° 3, octobre 1978.

vente au meilleur prix de la force de travail) et de l'électoratisme (qui entraîna aussi bien le PCF que les groupes d'extrême gauche prônant la stratégie du débordement) apparaît écrasante.

Le Programme commun promettait au fond à chacun le maintien des avantages acquis et, pour les plus défavorisés, l'accès à la « société de consommation », la généralisation du mode de vie de la petite bourgeoisie moderne. Ce Programme est devenu ouvertement caduque avec la crise. Mais, de 1974 à 1977, le parti communiste et les dirigeants de la CGT se sont contentés de bâtir un « front des mécontents », espérant capitaliser, à l'heure des votes, l'opposition verbale à tous les « sacrifices » exigés par la politique gouvernementale. Pire, ils ont combattu l'idée d'une convergence des luttes, d'une offensive générale de « ceux d'en bas », qui aurait élargi la brèche et imposé à *chaud* une transformation du cadre politique.

Pendant quatre ans le PCF répétera, dans toutes les luttes, « qu'on ne peut rien obtenir sans changer le cadre politique, et on changera ce cadre en 1978 ». Ainsi, alors que la grève des postes de 1974 avait bloqué la première offensive moderniste dans le PS (et s'était traduite jusque dans le PCF avec le « cours gauche » autour du XXI^e congrès), face à la formidable montée des luttes du printemps 1976 (vignerons, étudiants, cheminots ébranlaient alors la stabilité gouvernementale), le PCF n'a rien trouvé de mieux que de faire mettre l'arme au pied aux travailleurs. On pourrait, pour simplifier, situer symboliquement le tournant entre le succès du 1^{er} mai et le sabotage de la journée nationale du 13 mai 1976. Les directions syndicales firent alors la preuve de leur « responsabilité » : on attendrait 1978. Ce n'est pas en mars 1978 que la gauche a perdu face à la droite, et le PCF face au PS. Derrière la ligne Maginot des sondages, la démobilisation préparait la défaite³⁶.

Dès lors la brèche s'est transformée en soupape. L'heure de R. Barre et des « néo-socialistes » avait sonné. Car dès l'instant que la rigidité, le refus de « ceux d'en bas » ne s'impose pas

36. Tout cela n'ayant pu se produire que parce que les révolutionnaires avaient été battus dans la gauche ouvrière par les réformistes et les centristes. Et cela sans doute par leur propre faute. Qu'il soit bien compris que je ne cherche pas à distribuer des bons points, mais à analyser un processus.

massivement comme axe autour duquel faire tourner la restructuration (dans un sens socialiste), le champ libre est ouvert à l'autre restructuration, moderniste et/ou libérale. Dans ce désert des luttes sociales que fut l'année 1977, R. Barre et F. Mitterrand restaient seuls à débattre de ce que pourrait être une « issue raisonnable à la crise ». Et le célèbre duel télévisé révéla l'évidence : sur ce terrain-là, R. Barre était le plus cohérent.

Le PCF et le CERES pouvaient bien parler de « rupture avec le capitalisme » : les travailleurs sont assez intelligents pour comprendre qu'on ne rompt pas avec un mode de production plusieurs fois centenaire et hégémonique sur la planète par de simples élections. Et surtout que la rupture ne se mesure pas à la nationalisation des filiales. Car la « rupture » que proposait le Programme commun n'exprimait en aucune manière les aspirations profondément révolutionnaires qui se développaient depuis 1968 : aspirations antihiérarchiques, antiproduktivistes, volonté de « vivre au pays », féminisme, etc.³⁷. Au contraire dominait en fait au PCF la thèse, économiste et politicienne, selon laquelle la crise de l'hégémonie de la bourgeoisie française, par les effets de brouillage qu'elle induit (crises de la famille, de l'idée de nation, etc.), en occultant les « enjeux fondamentaux » (traduisez : la nationalisation des grands moyens de production et l'arrivée des communistes dans les

37. Ces aspirations, sous l'étendard de mai 68, brandi contre le Programme commun de 1972, furent longtemps le patrimoine commun des « gauchistes » et des futurs « modernistes ». A partir de 1977, elles deviendront miraculeusement, pour les dirigeants du PCF, les « idées du XXII^e Congrès ». Façon comme une autre d'avouer qu'elles étaient étrangères au Programme commun!!! Avec la brochure *la Liberté guide nos pas*, avec l'éblouissante série d'articles parus durant l'hiver 77-78 dans *France-Nouvelle* sous les signatures de F. Hincker, M. Jouet, etc. et même... P. Boccara, le PCF semblera découvrir, avec dix ans de retard, que les forces productives n'étaient pas neutres et que les « nouveaux mouvements sociaux » pouvaient enrichir la conscience de classe. Las! « Rien ne sert de courir... » Quant à la sincérité de cette conversion, c'est à l'attitude concrète du PCF depuis le XXII^e Congrès (à Malville, lors de la manifestation pour le Larzac à Paris, lors de la marche des femmes du 6 octobre 1979, etc., etc.) qu'il faut en juger, et pas seulement dans ses publications ou sur ses banderoles.

ministères), aboutit à renforcer cette hégémonie elle-même ! Naturellement, c'est vrai, en un sens, puisque toute restructuration de l'hégémonie de « ceux d'en haut » passe, on l'a vu, par une crise... Mais la réciproque n'est pas nécessairement vraie, elle ne le devient que si les aspirations des masses sont méprisées ou ignorées par ceux-là mêmes qui prétendent parler en leur nom³⁸.

Alors, il ne faut pas se plaindre si les masses radicalisées à travers les thèmes autogestionnaires, régionalistes, écologistes, féministes, etc. portent leurs voix sur les candidats socialistes. Apparaissant (à tort plutôt qu'à raison) comme un parti ouvert à ces aspirations, le PS avait en effet le champ libre pour construire un nouveau consensus, fondé sur la fameuse « nouvelle culture » où se confondent les aspirations subversives des masses et les revendications modernistes de la nouvelle petite bourgeoisie. Faudra-t-il encore longtemps pour que le grand capital reconnaisse pleinement les services que peuvent lui rendre ces nouveaux Gambetta ?

En tout cas, l'électoratisme et l'économisme auront été les principaux responsables d'une éventuelle victoire (si elle se révèle inéluctable) du modernisme « néo-socialiste », dans les masses et dans la société. Ce que reconnaissent déjà certains

38. Il faudrait bien entendu expliquer les bases sociales et les racines idéologiques de l'attitude du PCF. Principalement implanté dans l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière (permanents du syndicalisme, du paritarisme et des municipalités), il a longtemps fait référence au modèle soviétique (c'est-à-dire au capitalisme d'Etat) comme garant des intérêts de sa couche dirigeante et de ses appuis. Très tardivement, il a dû prendre en compte la montée de la petite bourgeoisie moderne, et le développement de nouvelles aspirations anticapitalistes dans la gauche ouvrière et populaire (qui existe aussi dans ses rangs) : cela sous la double concurrence du PS et de la gauche extra-parlementaire. Il est donc inacceptable de considérer le PCF comme le parti du « courant révolutionnaire » de la classe, opposé au PS, parti de « courant réformiste ». A mon avis ces deux partis représentent deux groupes d'orientations réformistes, et leurs hésitations actuelles restent principalement encloses dans le champ du réformisme. Il n'empêche que la crise de leurs projets ouvre enfin l'espace d'un débat à tous ceux qui ne viendront pas y pêcher des recrues avec une ligne toute faite, mais rechercher en commun, par-delà les anciens clivages, les bases d'une stratégie pour la France d'aujourd'hui.

théoriciens liés au PCF, tel R. Dulong³⁹. « Articuler le mouvement ouvrier aux éléments marqués par une crise hégémonique ne se résout pas seulement par la question de l'alliance de classe, mais par l'explicitation des tâches qu'impose la crise hégémonique dans la situation d'aujourd'hui, c'est-à-dire au moment où le système social est envahi des frustrations — mais aussi des valeurs — en provenant de la mise en pièces des systèmes marchands. On peut toujours vitupérer contre la « récupération » de ces problèmes par le parti socialiste, ou contre leur investissement par les groupes gauchistes, cela ne supplée nullement la réalité du problème posé : celui d'affronter la crise de la société comme crise de l'hégémonie, ce qui suppose aussi qu'on fasse l'analyse du phénomène social. Un parti ne saurait prétendre jouer un rôle dirigeant dans le processus de changement sans savoir à quoi s'en tenir sur des phénomènes originaux de la société française, phénomènes qu'on ne saurait regarder comme marginaux. » Ajoutons (si cela peut consoler R. Dulong) que les « gauchistes », qui ont la plupart du temps reproduit, dans leur rapport aux masses, l'attitude du PCF dénoncée par les fameux articles de L. Althusser⁴⁰, peuvent en dire autant à propos des mouvements féministes et écologistes.

Très curieusement, ce bilan semble aussi avoir été tiré à un certain niveau dans le PCF. On a entendu des responsables dénoncer le rôle « démobilisateur » du Programme commun⁴¹. On a vu lier le bouquet des « idées de Mai » en gerbe nouvelle du « socialisme aux couleurs de la France »⁴². Malheureusement tout cela au profit exclusif d'une apologie du rôle du PCF,

39. R. Dulong, *les Régions, l'Etat et la société locale*, PUF 1978. Très significativement, dans une version antérieure de son texte, R. Dulong multipliait les sarcasmes contre tous ces mouvements qui ne faisaient que « noyer l'enjeu économique », et dans le même temps se félicitait de voir la polarisation nationale gauche/droite étouffer progressivement les expressions régionalistes, notamment à travers... la poussée du PS dans l'Ouest ! (Voir ma « Note de lecture sur la Question régionale de R. Dulong et L. Quéré », *Recherches économiques et sociales*, n° 11, la Documentation française, 1978).

40. L. Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste français*. Maspero, 1978.

41. A. Lajoinie, *l'Humanité*, 19/04/1979.

42. De ce point de vue le livre-entretien de F. Damette, *Pour une stratégie autogestionnaire* (Ed. Sociales), apparaît comme un chef-d'œuvre.

chargé de dynamiser et de rassembler des mouvements qui dans les faits ne l'avaient pas attendu, et qui dans les faits le retrouvent souvent encore aujourd'hui comme un obstacle sur leur chemin. Et derrière ce discours vaguement autocritique, cette tentative velléitaire de se substituer à ce que le PS n'a finalement pas su devenir, la pesanteur sociologique ramène vite l'appareil aux thèmes chers à sa base sociale la plus classique : culte du progrès technique et de la morale traditionnelle (voir les accents irrationalistes pour le nucléaire, et contre les drogues douces), nationalisme étriqué (voir les affiches « Fabriquons français » sur les murs des usines remplies d'immigrés), et, pour contrer la légitime désespérance, la référence ahurissante au caractère progressiste du soi-disant camp socialiste !

Reste qu'un danger tout aussi grave menace : le ralliement avec armes et bagages... au modernisme, la convergence de l'eurocommunisme de droite, du « libéralo-libertarisme » de *Libération* et du néo-socialisme dans une acceptation amendée du libéralisme avancé.

Que faire maintenant ?

Dénoncer avec Régis Debray le CERES⁴³, et maintenant la majorité du PS, cette « néo-social-démocratie » ? Se replier sur les valeurs sûres, la vieille classe ouvrière avec son idéologie telle que l'a modelée la société française, telle que l'a confortée pendant quarante ans le PCF, imperméable au féminisme et respectueuse des hiérarchies établies ? Ou sur les laissés pour compte du modernisme, les immigrés et les foules faméliques du Tiers-Monde ? S'accrocher à la réalité fondamentale : l'exploitation, l'extorsion de la plus-value ? Rappeler que Citroën, c'est déjà le Goulag et que le Tiers-Monde est dans nos rues ? Bien sûr, il faut le faire : mais ça ne suffit pas. Et il est même réactionnaire de s'en tenir là.

43. Dans le numéro de juillet-septembre 1978 de *Repères*, J.-P. Chevènement, après avoir correctement caractérisé la ligne Rocard, s'étend longuement sur la défense du Programme commun et la construction du PS, et appelle en deux lignes à s'occuper de « la promotion politique des femmes » ! Le Congrès de Metz devait officialiser cette orientation.

On assiste aujourd'hui ⁴⁴ à une effroyable polarisation. Parmi les anciens de la nouvelle gauche marxiste des années 60-70, parmi ceux qui font aujourd'hui commerce de leur activité militante d'antan (pour la vanter ou la renier), comme parmi ceux qui font encore leur petit possible, il semble qu'on soit sommé de s'enrôler sous l'une des deux bannières qui se disputent la gauche réformiste. Derrière ceux, les Maire et les Rocard qui, au nom des « nouveaux mouvements » (que ces messieurs berneront quand ils arriveront au pouvoir *), bradent les intérêts des travailleurs et en particulier des plus exploités. Ou derrière ceux qui, au PCF et au CERES, au nom des principes immortels (la défense de la classe ouvrière et même... de la patrie), principes que ces autres messieurs se préparaient à brader en 1976-1977 ⁴⁵, crachent sur les aspirations montantes depuis 68 à balayer toutes les structures oppressives du vieux monde.

Mai 68 se voit convoqué au banc des accusés devant les politiciens ringards qui traitaient alors ses acteurs de « zozos ». Ils reçoivent aujourd'hui le renfort inespéré de juges d'instruction forts de leur découverte : tout ça c'était un vaste complot de la Nouvelle Petite Bourgeoisie. Et encore ! La pauvrette n'y était que l'agent inconscient d'ordres venus de plus haut : les multinationales, ou plutôt leur quartier général : la Commission Trilatérale. Digne successeur des Deux Cents Familles et de la Synarchie dans la paranoïa du marxisme vulgaire, on doit à cette officine maléfique toutes les chaussetrappes semées par la « NPB » sur la route du Proletariat vers son Avenir Radieux. De l'évolution droitière de l'Ecole des Annales à l'interpréta-

44. La critique de cette polarisation, qui occupe les deux alinéas suivants (jusqu'à « Pour rompre avec cette polarisation ») est la principale inflexion, imposée par les circonstances, à la première mouture (celle de 78) de ce texte.

* A plus d'un an des élections de 1981, M. Rocard (lors de l'émission « Cartes sur Table ») se rallie déjà à la force nucléaire de dissuasion, à la force d'intervention outre-mer, et abandonne l'autogestion aux Yougoslaves.

45. Qui ne se souvient des gages de responsabilité que donnait alors le PCF en matière de revendications sociales ? Ou du projet de « compromis géographique » avec la RFA que préconisait le CERES ? Qui, du PCF ou du CERES, voulait bien alors soutenir le « Comité contre l'Europe germano-américaine et l'élection d'un parlement à son service » de J.-P. Sartre et J.-P. Vigier ?

tion disco de Maazel pour Don Giovanni, de l'exigence de la permissivité à l'expression du désespoir, du hasch au féminisme, etc., etc.

Je serai le dernier à contester la part de vérité sur laquelle repose ce réquisitoire, comme toute argumentation paranoïaque. Mais assimiler tout le « nouveau » à la « nouvelle hégémonie », c'est encore une façon d'ignorer le double aspect de la crise, et peut-être encore plus grave que celle qui consiste à faire passer pour la volonté de ceux d'en bas de vivre autrement le projet de ceux d'en haut de gouverner autrement. Il consiste à confondre le refus de payer la crise avec le choix de continuer comme avant : toujours plus de Keynes, toujours plus d'Etat-Providence, toujours plus de nationalisations... et toujours le fordisme, le productivisme et le centralisme. Un tel projet a lui aussi ses appuis dans les masses, et lui aussi ses forces dirigeantes : une autre fraction de la bourgeoisie salariée, celle qui se veut liée à l'appareil de l'Etat central. Entre Chevènement, Fabius et Rocard, il n'y a pas que des rivalités d'énarques. Il y a le choix entre plusieurs stratégies pour parvenir à la même alliance de classes.

Pour rompre avec cette polarisation, il faut battre le modernisme sur le terrain qu'il cherche à occuper, parce que c'est aussi notre terrain, celui de nos révoltes et de nos espoirs, celui de la subversion de l'ordre ancien. Il faut dissiper le quiproquo.

Bien sûr le quiproquo est aussi dans les mouvements de masse, bien sûr le refus de « continuer comme avant » est gros de deux évolutions possibles ⁴⁶. Mais c'est justement pourquoi il faut balayer nos schémas, savoir reconnaître ce qui naît, se développe, savoir démêler le « mouvement réel » ⁴⁷ venu d'en bas et les formes dévoyées vers lesquelles une fraction de ceux d'en haut cherchent à le canaliser.

46. Il en est toujours ainsi. Encore en juillet 1917, les masses russes se reconnaissaient majoritairement dans les partis (S.R. et menchéviks) de la modernisation capitaliste de l'Empire russe. Pour K. Korsch et A. Pannekoek, Lénine n'était d'ailleurs que le représentant le plus conséquent de cette tendance !!! Les expériences russes et chinoises montrent en tout cas que, des années après la révolution, la ligne de partage n'est toujours pas évidente.

47. « Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant » (Marx, Engels, *l'Idéologie allemande*).

Qu'est-ce que nous mettons derrière ce qu'ils appellent « autogestion » ? Le refus d'être traité comme des pions, l'idée que c'est possible de se passer des patrons, la volonté de reprendre en main son propre travail et sa vie quotidienne, le refus du despotisme d'entreprise et du pouvoir de l'argent ou de la « compétence ». Qu'est-ce qu'ils y mettent, eux ? Que les cadres les plus dynamiques ou les syndicalistes les plus compétents soient « librement » désignés par leurs collègues pour faire preuve de leur capacité à entreprendre, à affronter la concurrence...

Qu'est-ce que nous mettons, nous, dans le « féminisme » ? Le refus de la séculaire oppression des femmes, du dévouement ancestral qui engendre les dactylos soumises, les merveilleuses fées du logis qui pansent les plaies des ouvriers. Le refus du sexisme, qui cimente l'illusoire unité des hommes, exploités et exploités, contre les femmes, du contremaître et de l'ouvrier contre l'ouvrière, de la « crevure » et du « bidasse » contre la « gonzesse ». Qu'est-ce qu'ils y mettent ? Le droit pour les femmes d'être ministre de la Santé, maire de Dreux, ou PDG de Waterman.

Qu'est-ce qu'il y a derrière le « régionalisme », les mouvements nationalitaires ? La volonté de vivre et de travailler au pays, enraciné dans une communauté concrète, de décider entre soi de ce qu'on produit et pourquoi, de maîtriser son mode de vie, de développer sa culture, le refus des nivellements et de la « mobilité de la main-d'œuvre ». Qu'est-ce qu'ils appellent « décentralisation » ? La mise en place d'un réseau serré de notables modernes, responsables de petits bassins d'emploi compartimentés, se démerdant localement pour gérer le chômage et la pénurie, et pour louer une main-d'œuvre temporaire aux firmes multinationales de l'Empire Atlantique.

Ce n'est pas en fuyant ces terrains que l'on se garde du modernisme. C'est en poussant jusqu'au bout les aspirations qui s'y expriment, en aiguissant leurs exigences jusqu'à ce qu'en mûrisse toute la portée subversive. Et en développant la seule « valeur » de Mai que ne récupère pas la « nouvelle culture » : la solidarité, l'unité populaire.

A nouveau est posée la question du programme de lutte, combinant la résistance à la restructuration et la lutte pour la

transformation des rapports sociaux. Dessinant le projet d'une autre société.

Une stratégie révolutionnaire face à la crise ne peut se bâtir qu'à partir d'une double exigence, à la mesure du double aspect de la crise :

— refus intransigeant de tout sacrifice pour « ceux d'en bas » (ce qui n'interdit pas les compromis en fonction d'un rapport des forces dégradé) ;

— refonte de l'unité populaire révolutionnaire, intégrant les aspirations qui parcourent la société française dans un projet nouveau et rompant avec le productivisme, l'étatisme, le corporatisme, le sexisme, le racisme, etc. Car « ceux d'en bas » non plus ne peuvent plus se défendre à l'ancienne manière.

Œuvre de longue haleine, de débat et de réflexion, au sein du mouvement des masses, en liaison avec les pratiques sociales radicales, dans les entreprises et au-dehors... (Presque) tout est à recommencer. Mais contrairement à 1850, la Crise est loin d'être terminée !

Certes, on ne se bat pas de la même façon dans les maquis et sur le Rhin. Mais là où il y a oppression il y a résistance. Il faut reprendre l'initiative, à partir de tâtonnements actuels, des foyers du refus (des métallos lorrains ou nazairiens aux paysans du Larzac ou de Plogoff, en passant par ceux de la Sonacotra...), à partir des luttes des femmes, des luttes contre la nucléarisation et l'informatisation capitaliste de la société...

Plus personne n'a dans sa poche les plans de la contre-offensive. Mais la résistance de ceux qui se battent le dos au mur ne nous laisse pas le droit de nous résigner. Ou faudra-t-il nous convertir au chiisme ? Ou faudra-t-il attendre la guerre ?

Alain LIPIETZ.

je fus) n'ont pas le cœur à pavoiser : pour se réjouir des échecs des autres il faut avoir quelque chose à proposer.

Tout semble à recommencer. Les certitudes écroulées, la voie serait-elle plus libre pour enfin analyser la Crise comme elle est ? Peut-être. D'une mauvaise chose en serait sortie une bonne ? Mais n'est-ce pas justement le propre des crises que de présenter ce double aspect ? Même pour le Capital !

Ce n'est pas pour autant qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain³, brûler ce qu'on a adoré, les « acquis » de l'expérience historique et le bilan de cette expérience chez Marx ou chez Lénine. Mais n'avions-nous pas oublié que les « textes sacrés » n'étaient jamais que le bilan subjectif d'une expérience limitée ? Et de plus, en lisant ces bilans comme des Tables de la Loi, ne leur avons-nous pas prêté un contenu qu'ils n'avaient même pas ?

Ainsi justement de la Crise, que toute une tradition marxiste rattache à l'inéluctabilité de la Guerre ou de la Révolution. On peut espérer encore la Révolution et craindre de plus en plus la Guerre, ça ne dispense pas de réfléchir de façon un peu plus serrée au problème des « issues » de la crise.

La brèche et la soupape, ou le mauvais usage des bons auteurs.

« Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise, mais l'une est aussi certaine que l'autre. » Ainsi Marx, en novembre 1850⁴, tire le bilan lucide et optimiste de l'échec de la révolution de 1848. Lucide : la crise étant finie, on ne peut plus espérer maintenant de « relance » du mouvement révolutionnaire. « Etant donné cette prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi abondamment que le permettent les conditions bourgeoises, on ne saurait parler de véritable révolution. » Mais

3. Métaphore empiriste aujourd'hui très à la mode. On imagine un Althusser, disséquant le bébé pour nous démontrer que la vérité du marxisme ne se trouve pas à l'état pur dans le bain des révisions et des dogmatismes comme le diamant dans la gangue... Pour moi, le « bébé » reste la recherche, dans les luttes des exploité(e)s et des opprimé(e)s, du « mouvement réel qui abolit l'état des choses existant ».

4. Karl Marx, *Les Luttes de classes en France*, Ed. Sociales, 1970.

optimiste : les contradictions immanentes du nouveau mode de production engendreront de nouvelles crises.

Voici donc fondé le lien entre crise et révolution. Ce n'est vraiment pas mal vu, pour 1850 ! Et sur une seule expérience. Mais cela a suffi pour entraîner chez les marxistes toute une série de mésinterprétations (auxquelles je ne prétends pas avoir échappé !). Les plus courantes sont le catastrophisme et l'économisme. Le catastrophisme pose l'inéluctabilité de la Crise et l'identifie à l'inéluctabilité de la Révolution. Or il suffit de se reporter au contexte : Marx vient de vivre une fort belle « issue capitaliste de la crise ». L'expérience vient de montrer (et montrera encore bien des fois) que la classe dominante peut se sortir d'une crise, et même qu'elle peut s'en servir : pour liquider certains archaïsmes, pour jeter les bases d'une nouvelle hégémonie.

Quant à l'économisme, il ne voit que l'aspect économique de la crise. Or une crise qui ne serait qu'économique n'est pas une crise bien grave. Mais justement Marx n'analyse pas de façon économiste la crise de 1848 ; au contraire des fructueux travaux de Fernand Braudel et Ernest Labrousse sur la « crise de subsistance⁵ », qui ont effectivement dégagé les racines économiques de la crise de 1848, l'analyse de Marx se concentre sur la crise sociale et politique : aspirations démocratiques des masses plus contradictions entre les fractions industrielle, bancaire et foncière de la bourgeoisie. L'issue (bonapartiste) de la crise présente pour lui un double aspect : les aspirations des masses sont étouffées (par la contre-révolution de juin 1848, puis par la division ouvriers/paysans) et, d'autre part, les fractions bourgeoises découvrent un nouveau *modus vivendi*. De même sur le plan économique : les masses populaires « paient la crise » et, par ailleurs, se met en place un véritable régime d'accumulation capitaliste qui rompt définitivement avec le régime de transition au capitalisme que connaissait la France depuis le XVII^e siècle.

On mesure sur cet exemple devenu classique la *double complexité* des crises.

D'abord, elles ne sont pas purement économiques, mais

5. Voir notamment *Histoire économique et sociale de la France*, tome 3, PUF, 1976.

aussi sociales, politiques, idéologiques, culturelles. Et, d'autre part, chacun de ces niveaux (au premier chef, le niveau déterminant, économique) présente un double aspect : un *affrontement* et un *apurement*. Double aspect que Lénine résumera de façon saisissante dans ses pages sur « la crise nationale ». « *Toute l'expérience montre que, pour que la Révolution soit possible, il ne suffit pas que ceux d'en bas ne veuillent plus vivre comme avant, encore faut-il que ceux d'en haut ne puissent plus commander à l'ancienne manière* »⁶.

C'est déjà un gros progrès de comprendre que, dans la Crise, d'une part « rien ne va plus entre ceux d'en bas et ceux d'en haut », d'autre part : « rien ne va plus entre ceux d'en haut ». Tout le monde est donc d'accord sur un point : il faut que ça change. Seulement, pour ceux d'en haut, il faut, comme disait un personnage du *Guépard*, « tout changer pour que tout reste comme avant ». Pour ceux d'en bas, « ce qui était déjà pénible devient maintenant insupportable ».

Evidemment, il y a un rapport entre les deux : dans le mouvement réel, ces deux aspects sont en rapport « dialectique ». Et la dialectique est un art aussi difficile que la peinture à l'huile. On peut commencer, pour simplifier, par se faire un petit schéma mécaniste, comme au billard.

D'abord l'initiative, ou la résistance, de ceux d'en bas fait craquer les équilibres en haut, puis la crise chez ceux d'en haut ouvre la brèche à l'initiative de ceux d'en bas, et la grande affaire devient alors l'affrontement entre ceux d'en bas et ceux d'en haut : révolution ou contre-révolution. Si la révolution est vaincue, alors ceux d'en haut peuvent régler entre eux leur petite affaire, et même atténuer ultérieurement la tension qui les oppose à ceux d'en bas.

Seulement, voilà. Dans les crises concrètes, les choses sont évidemment beaucoup moins claires. L'effet « boule-de-neige »

6. Voir par exemple Lénine, *la Maladie infantile du communisme*, chapitre IX (1920). Contrairement à ce qu'écrivent Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret à propos de cette thèse (*Pour une nouvelle culture politique*, Seuil, 1977), le point important n'est donc pas de faire en sorte que « ceux d'en bas ne veuillent pas », à travers une « prise de conscience ». Pour Lénine, le problème des conditions révolutionnaires est d'abord celui de la « crise d'hégémonie » : ceux d'en haut ne peuvent plus...

entre l'aspect « Haut/Bas » et l'aspect « Haut/Haut » de la crise (quand l'initiative des masses aggrave la crise d'hégémonie⁷ qui élargit à son tour l'espace d'initiative de ceux d'en bas), ce qu'un cybernéticien amateur appellerait « *feed-back* positif », ne se concrétise pas nécessairement jusqu'à la « montée aux extrêmes » évoquée dans les textes cités de Marx et de Lénine. Si la pression de « ceux d'en bas » n'est pas assez forte, elle se résoud tout simplement en un remaniement de la « façon de commander » de ceux d'en haut : remaniement des alliances de classe, des formes de l'hégémonie, du modèle de développement, du discours qui va avec. Le cybernéticien amateur parle alors « d'effet soupape », de « *feed-back* négatif » : l'excès de tension a déclenché un mécanisme qui diminue la tension⁸.

Alors, « brèche » ou « soupape », la crise ? Eh bien justement, on n'en sait rien à l'avance, car le capitalisme n'est pas une machine cybernétique autorégulée, mais un tissu de contradictions, de rapports sociaux noués à différents niveaux. Chacune de ces contractions est à la fois « lutte » et « unité » entre divers aspects. Mais l'unité elle-même de ces rapports sociaux (leur « reproduction ») se maintient à travers la lutte (ce qu'on peut appeler « régulation »), tout comme elle peut périr de cette lutte (« explosion », abolition de ces rapports). « *Tout tient, disait Lénine, aux conditions* ». C'est-à-dire à la complexité,

7. « L'hégémonie » est la capacité, pour un groupe dirigeant, de présenter ses intérêts propres comme ceux de la communauté tout entière. Un bloc hégémonique est une alliance de fractions de classes, assurant sa domination sur les classes populaires, non seulement par la force, mais par une idéologie, un ensemble de valeurs, véhiculées par un certain nombre de couches relais, et trouvant des appuis jusqu'au sein du peuple.

8. Tout le texte qui suit montrera qu'à certaines conditions la crise peut effectivement être désamorcée. Faute d'une analyse *concrète* des conditions de la lutte des classes dans la France de 1968 à 1978, Régis Debray (*Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Maspero, 1978) tombe dans l'erreur (symétrique à l'idéologie de « la brèche ») de ne voir que le déclenchement de « soupapes » modernisatrices dans le développement des mouvements sociaux. Ce « fétichisme de la régulation » s'appuie à la fois sur un parti pris politique (la Révolution ne concerne pas les centres impérialistes) et sur un survol très sélectif de la réalité. Voir l'excellente critique du livre de R. Debray par J. Staco. « A ses premières amours on y revient toujours », *Communisme*, nouvelle série, n° 3, 1979.

à l'imbrication des crises (économiques, sociales, etc.) qui se nouent dans « la » crise. C'est pourquoi chaque crise historiquement rencontrée doit être analysée pour elle-même, avec patience, sans chercher à lui régler son compte péremptoirement, d'un « n'y a qu'à... » ou d'un « c'est tout simplement... »

Et surtout en ayant grand soin de repérer, à chaque niveau de la crise complexe, les deux axes de déploiement de la crise : affrontement et apurement, explosion et régulation, etc., etc.

C'est ce que je vais tâcher de montrer à propos de la crise actuelle de la société française, et plus particulièrement de son niveau économique.

La crise actuelle présente en effet chez nous (et en fait dans toute l'Europe du Sud) ce caractère de « double multiplicité ». C'est à la fois une crise économique et une crise d'hégémonie (sociale, politique, idéologique, culturelle).

La crise du bloc hégémonique.

Disons d'abord un mot de la seconde. Elle a éclaté en Mai 68 et ne s'est pas résorbée depuis. C'est la crise du vieux bloc hégémonique hérité de la III^e République : l'alliance de la bourgeoisie et des petits propriétaires contre le prolétariat. Le développement capitaliste depuis la Libération a écrasé les traditionnels alliés et couches-appui : petits entrepreneurs, paysannerie, etc. Parallèlement, il a engendré un nouvelle petite bourgeoisie : ingénieurs, cadres de l'Etat et des entreprises, etc. Mais ce « nouveau tiers état » ne se reconnaît ni dans la France politique ni dans la France idéologique du général de Gaulle, fondées sur l'Ordre et la Propriété.

La transition de l'ancienne à une nouvelle alliance aurait peut-être pu s'effectuer sans gros problème. Mais parallèlement le rythme accablant de l'accumulation capitaliste pesait de tout son poids de fatigue, de « mobilité », d'aliénations, sur ceux d'en bas : ouvriers, paysans, employés. L'aspiration au bien-être et à la liberté, à la dignité, le refus d'être traité comme des pions, comme du « capital variable » en somme, se conjuguent avec le malaise de la petite bourgeoisie moderne dans l'explosion de Mai 68. De cet extraordinaire bouquet où se mêlent le moderniste et le subversif, où se confondent les idées des Colloques

de Grenoble et de Caen⁹ et les plus profondes aspirations révolutionnaires, de cette « Révolution unanime et fraternelle » (comme le fut celle de Février 1848 et celle de Février 1917, ou encore le 25 Avril portugais, comme l'est *toujours* la première phase d'une crise nationale), va naître un quiproquo qui ne s'est pas encore dissipé. Quiproquo dont les idéologues du PSU rocardien s'ingénieront à peaufiner la formule, avant de rallier le PS pour la rendre opérationnelle : comment présenter les intérêts de la nouvelle petite bourgeoisie comme ceux du peuple tout entier ? et comment vendre la paix sociale à la grande bourgeoisie en échange de sa propre arrivée aux affaires, avec statut de « classe régnante¹⁰ » ?

Naturellement, l'un ne va pas sans l'autre. Pour « faire leur trou » (et d'abord au niveau local, dans la « société civile »), les tenants du nouveau bloc hégémonique moderniste doivent d'abord présenter leur projet comme expression des aspirations anticapitalistes des masses. Le féminisme, la volonté de vivre au pays, les aspirations à la réappropriation de leur travail par les producteurs directs : autant de thèmes qui, enrôlés sous la bannière « Autogestion », serviront de terreau à la « nouvelle culture politique » chère à P. Viveret et P. Rosanvallon¹¹. Coup double : la force et la révolte des masses sont enrôlées, contre le bloc réactionnaire, au service d'une cause qui n'est pas forcée-

9. Colloques tenus en 1967, l'un par le PSU, l'autre par des universitaires modernistes.

10. La « classe régnante » (selon la terminologie, peut-être mal choisie, de N. Poulantzas, qui veut ainsi la distinguer de la « classe dominante ») est celle qui fournit le personnel d'encadrement supérieur, les « hauts fonctionnaires » du Capital. Sur le quiproquo moderniste, dont le terrain principal est le « cadre de vie », voir notamment mes livres, *le Tribut Foncier Urbain*, Maspero, 1974 et *le Capital et son espace*, Maspero, 1978, ainsi que mon article « Au-delà du Programme, voir les forces... » dans *les Temps Modernes*, décembre 1976.

J.-P. Garnier et D. Goldschmidt ont développé cette argumentation dans *le Socialisme à visage urbain* (Rupture, 1978) et *la Comédie urbaine* (Maspero, 1978). Malheureusement, ils sont tombés par la suite intégralement dans « l'idéologie de la soupape » qui devait devenir celle de la majorité du PS après le congrès de Metz : « Tout ce qui bouge est récupéré. »

11. Voir note 6. Le premier est rédacteur en chef de la revue *Faire* où s'expriment les partisans de M. Rocard, le second dirigea la revue théorique de la CFDT.

ment la leur ; et la victoire des « autogestionnaires », qui apparaîtra aux masses comme « leur victoire », garantira pour un temps la paix sociale. Condition nécessaire de la manœuvre : en aucun cas il ne faut laisser « ceux d'en bas » exprimer directement leurs aspirations. Le monopole de la représentation doit rester à une fraction de « ceux d'en haut », énarques et professionnels de l'idéologie, de Michel Rocard à Jacques Julliard. D'où le verdict du futur « courant des assises », prononcé par E. Maire contre le projet de candidature de Charles Piaget lors des élections de 1974 : « *Un militant ouvrier, si prestigieux soit-il, n'a pas pour autant les compétences requises pour être président de la République* ¹². »

De là à conclure que, de Mai 68 au mouvement des Radios libres, en passant par le féminisme et les mouvements nationalistes, tout ce qui bouge n'est que vaste mise en scène couvrant la résistible ascension d'un nouveau bloc hégémonique, il n'y a qu'un pas que Régis Debray, parmi d'autres, franchit hardiment. Erreur tout aussi grave que celle, symétrique, de ceux pour qui « tout ce qui bouge est rouge ». Car derrière la rhétorique de l'autogestion, il faut ou ne plus croire à la Révolution en Occident, ou s'enfermer dans un « révisionnisme stalinien ¹³ »,

12. A la mort de G. Pompidou, un mouvement se dessina dans l'extrême gauche, groupusculaire ou apartidaire, pour demander à Ch. Piaget, animateur de la grève des Lip, de représenter sur la scène politique les nouvelles aspirations populaires qui se développaient depuis 68. Face à ce projet, toutes les directions réformistes, « archaïques » ou « modernistes », « jacobins » ou « autogestionnaires », du PS au PCF en passant par la CGT et la CFDT, firent bloc derrière F. Mitterrand. Les amis de M. Rocard, alors au PSU, bloquèrent le projet et rallièrent aussi la candidature Mitterrand. Dans la foulée, ils rallièrent le PS, avec la bénédiction de la direction de la CFDT, lors des « Assises pour le Socialisme ». Ces Assises furent organisées notamment par J. Julliard, dirigeant CFDT, auteur de *Contre la politique professionnelle* (Seuil).

13. J'appelle « révisionniste » une idéologie qui, tout en se référant à la pensée de Marx (ou de Lénine, ou de Mao...), en émousse la pointe révolutionnaire. Le révisionnisme stalinien se caractérise entre autres par l'équation « Nationalisation + développement industriel = socialisme ».

Cette désignation ne doit pas faire oublier le profond enracinement de ce courant dans la politique de la gauche française. E. Terray, dans un vieil article, avait appelé « guesdisme » la forme française de cette

pour ne pas reconnaître l'irrépressible révolte des femmes et des hommes, ouvriers, paysans, employés, contre l'organisation capitaliste du travail, le démenagement du territoire, le sexisme, le racisme, etc. Irrépressible révolte qui ne peut manquer, un jour ou l'autre, de déborder le fragile consensus de la « nouvelle culture » que nous proposent ces talentueux idéologues.

Le livre de Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret par exemple ne se contente pas d'une critique vulgaire du marxisme, du genre « le communisme c'est le goulag plus les centrales nucléaires ». Ils partent du constat que la suppression de la bourgeoisie ne rend pas la société transparente et unanime : le totalitarisme qui s'est développé dans tous les pays « socialistes » se fonde d'abord sur la négation volontariste des contradictions objectives qui subsistent au sein du peuple. Idée qu'avaient déjà développée bien des marxistes (notamment les maoïstes). Mais ces derniers en déduisaient la nécessité de lutter consciemment pour abolir ces contradictions (villes/campagnes, ouvriers/paysans, manuels/intellectuels, etc.) faute de quoi une nouvelle bourgeoisie se reconstituerait à partir de l'appareil d'Etat rendu nécessaire par la persistance des rapports marchands dans la société. Au contraire, ces auteurs entérinent l'inéluctabilité de contradictions dans la société, tenant à la « nature humaine », pour en déduire la permanente nécessité de l'Etat et d'une société politique, mais d'un Etat qui aurait pour seule fonction de « garantir à chacun la possibilité d'entreprendre ». De la confrontation de ces « entrepreneurs » autonomes (de ces « expérimentateurs sociaux ») et de l'expression « positive » de leurs conflits, jaillira un nouvel ordre, une « nouvelle identité collective », comme de l'agitation anarchique des termites peut naître une termitière ¹⁴.

On voit la manœuvre. Toutes les contradictions de type Haut/Bas sont ignorées, tous les individus ou groupes d'indi-

idéologie. La majorité du PS issue du Congrès de Metz, d'Arthur Notebart à J.-P. Chevènement (de la vieille bureaucratie ouvrière municipaliste à l'anarchie jacobine) illustre parfaitement la nature de ce courant.

14. Nos auteurs, comme d'ailleurs R. Debray ou J. Attali, font bien entendu référence à la mode biogéologique-cybernétique de « l'ordre par le bruit », et de références en références, on remonte inéluctablement au paradigme de la termitière proposée par le chimiste Ilya Prigogine.

vidus sont placés sur le même plan, libres et différents en droit (ce qui permet de récupérer l'esprit libertaire, et le « droit à la différence » et à l'autonomie). Et finalement on retrouve la vieille thèse libérale, mais dynamisée : de la confrontation¹⁵ des intérêts individuels résulte l'équilibre général... et optimal, puisque le meilleur gagne. Lamennais, idéologue chrétien du XIX^e siècle, avait déjà caractérisé cette conception de la liberté : « La liberté du renard libre dans le poulailler libre. »

Mais c'est aussi (et c'est en cela que nos auteurs servent le modernisme) la liberté des jeunes loups contre les vieux renards. Foin des protectionnismes et des corporatismes ! En avant pour l'innovation, et la France rejoindra l'Allemagne et le Japon ! Si elle peut...

Et les problèmes ne viendront pas seulement de la concurrence des anciennes classes dominantes et des bourgeoisies étrangères. Ils viendront surtout de la volonté des masses de rompre les nouveaux équilibres que chercheront à mettre en place les modernistes.

Alors seront arrachés les masques¹⁶ et on verra se réconcilier, face à ceux d'en bas, les différentes fractions bourgeoises. Comme on les vit se réconcilier en juin 1848 en France, le 25 novembre 1975 au Portugal... et en octobre 1917 en Russie.

15. Mais attention, une confrontation au sein du « politique comme tel », et non dans la mythique transparence du marché smithien, ni dans le mythique unanimité des marxistes ! Car ce que reproche un Rosanvallon à l'idéologie économique (dans *le Capitalisme utopique*, Seuil 1979), ce n'est pas de masquer un rapport d'exploitation sous l'apparence d'un contrat entre égaux (le salariat). Non, c'est de prétendre que ces rapports marchands suffisent à rendre la société transparente à elle-même ! « Rendre la société transparente à elle-même », c'est également ce projet mythique qu'il reproche à Marx, et auquel il attribue tous les crimes commis en son nom... Pareil aplatissement ne prêterait pas à conséquence, s'il n'émanait d'un des grands théoriciens de la deuxième centrale syndicale française. On mesure à ce livre non seulement la régression de la conscience de classe, mais encore le bond en arrière dans la simple connaissance de la pensée de Marx au sein du syndicalisme d'origine chrétienne (surtout si l'on compare ce livre à ceux de Calvez et Desroche, aux origines de l'évolution marxiste du christianisme de gauche en France).

16. D'ores et déjà, les représentants les plus conséquents du courant « néo-socialiste » abattent leur jeu. Voir l'interview, particulièrement explicite, de P. Viveret dans *Partis Pris*, n° 4, novembre 1978.

Tout dépendra alors de l'existence et des capacités organisatrices d'une force sociale (parti ? mouvement ?) à même de réaliser autour d'elle la synthèse de toutes les aspirations révolutionnaires des masses. Si le clivage entre « modernisme » et « subversion » n'a pas encore éclaté, c'est d'une part parce que... le modernisme n'est pas encore hégémonique et se présente encore comme une force d'opposition (de plus en plus « constructive ») au régime en place¹⁷. C'est parce que, d'autre part, les forces prétendant s'opposer à la social-démocratie, du PCF à l'extrême gauche, n'ont pas pleinement saisi les caractères subversifs des nouveaux mouvements sociaux, dans les usines et au-dehors, quand elles ne les ont pas combattus (ce qui fut et reste largement le cas du PCF, comme nous l'a cruellement rappelé son attitude face aux événements de Malville, après le XXII^e Congrès, ou face à la manifestation féministe du 6 octobre 1979).

Le double aspect des crises économiques.

On retrouve les mêmes quiproquos et les mêmes aveuglements dans l'incapacité des forces se réclamant du mouvement ouvrier à définir une stratégie face à la crise économique de l'impérialisme et à ses effets dans l'Europe du Sud, en particulier en France.

En schématisant horriblement¹⁸, on peut dire que le capitalisme est le siège d'une double contradiction. D'une part, la

17. D'ores et déjà, dans les luttes paysannes, il arrive qu'on voie les « modernistes » et les « Paysans-Travailleurs », autrefois alliés face à la propriété foncière, s'affronter maintenant quand il s'agit de la survie d'exploitations « non-compétitives ». C'est bien sûr encore plus net quand le refus populaire de la nouvelle division (capitaliste) de l'espace prend une apparence « archaïque ». On le vit lors de la fusillade de Montredon (entre viticulteurs occitans et CRS), où un journaliste du *Monde* proche du « Courant des Assises », redécouvrit brusquement les vertus de l'Etat répressif.

Sur les nouvelles contradictions à la campagne, voir la revue *Nouvelle Campagne*, B.P. 3232, 31036 Toulouse Cedex.

18. Les paragraphes qui suivent s'appuient sur les analyses que j'expose dans un ouvrage en deux volumes : *Crise et inflation : pourquoi ?*, F. Maspero, 1979.

contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la direction de chaque unité de production (les entreprises, etc.), où les capitalistes engagent le travail social indépendamment les uns des autres. D'autre part, la contradiction entre capitalistes et prolétaires, qui se traduit par l'exclusion des producteurs directs de la propriété et de la possession des moyens de production (capacité de mettre en œuvre les forces productives et de disposer des produits). Cette double contradiction se résout par la loi de la valeur et la lutte des classes, au sein de la concurrence, en un « régime d'accumulation ».

Depuis la Libération, le régime en vigueur est « l'accumulation intensive », marqué par la transformation continue des forces productives dans le sens d'une déqualification de la force de travail et d'une absorption du savoir-faire des producteurs dans le système des machines (c'est ce qu'on appelle, à la suite de Gramsci, le « fordisme »).

Ce processus s'accompagne d'une hausse de la productivité qui se heurte à la première contradiction du capitalisme : il faut que le marché s'élargisse à la mesure du progrès de la productivité. Cette contradiction est résolue par la mise en œuvre d'une « régulation monopoliste », dont les traits principaux sont : la contractualisation de la masse salariale, salaire indirect compris, dont la hausse, en accompagnant celle de la productivité, est censée prégarantir l'expansion des marchés ; le développement de grandes entreprises et des groupes financiers capables d'intégrer et de peser sur l'orientation générale de l'accumulation ; l'intervention de l'Etat, principalement dans la gestion de la monnaie et de la reproduction de la force de travail.

Mais ce processus engendre aussi une tendance à la baisse du taux de profit, du fait de l'alourdissement de la composition organique du capital¹⁹ qui accompagne le développement du machinisme. Cet alourdissement de la composition du capital ne peut pas être durablement compensé par un accroissement de l'exploitation de la force de travail, car nous venons de voir

19. C'est le poids du « travail mort », cristallisé sous forme de machines, par rapport au « travail vivant ». Comme seul ce dernier produit de la plus-value, cette évolution abaisse en général le rapport de la plus-value au capital engagé.

que l'accumulation intensive (telle qu'elle a été mise en œuvre dans les métropoles impérialistes depuis la guerre) suppose une extension de la consommation des salariés. Il a suffi dès lors que se développe chez « ceux d'en bas » le refus de l'organisation capitaliste du travail et de la vie, et que s'y ajoute, de la part des pays du tiers monde, une remise en question du pillage impérialiste, pour mettre en crise le régime d'accumulation intensive.

Comme on le voit, les deux manifestations caractéristiques des contradictions du capitalisme, baisse tendancielle du taux de profit et tendance à la surproduction, sont intimement liées. L'une se manifeste dans la dimension « Haut/Bas » (les capitalistes n'arrivent plus à extorquer assez de plus-value pour un capital engagé croissant), l'autre comme une crise « Haut/Haut » (les engagements de capitaux dans les différentes branches de la division du travail se révèlent incompatibles : les produits ne peuvent être vendus, ou alors ils ne rapportent plus le taux de profit attendu). Les crises économiques marquent l'éclatement des conditions normales de la reproduction, une faillite temporaire de la régulation par la loi de la valeur. A partir de là on peut distinguer deux types de crises :

— Celles qui « rétablissent l'unité des éléments devenus autonomes »²⁰. La compatibilité des différents investissements et du taux d'emploi et de salaire se rétablit par la faillite de nombreuses entreprises, par des « sacrifices » imposés aux travailleurs, et le même régime d'accumulation redémarre après apurement des « canards boiteux ». On peut alors parler de « petites crises », de « crises dans la régulation » (ce fut le cas des « krach » traditionnels du cycle des affaires dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de la crise du début des années 20, des légères récessions de l'après-guerre).

Dans ce cas, la crise fait en effet partie de la régulation, c'est un moment de la reproduction des mêmes rapports sociaux, un simple rajustement qui remet les prolétaires à leur place et qui élague quelques capitalistes. On recommence alors « comme avant ».

— Celles qui manifestent l'impossibilité de poursuivre le

20. K. Marx, *Théorie sur la plus-value*, tome II, p. 597.

même schéma d'accumulation, la nécessité de trouver une nouvelle dynamique entre la production et la consommation, et de nouvelles formes de régulation. On peut parler de « grandes crises », « crises de la régulation et du régime d'accumulation ». C'est le cas de la crise de 1930 et sans doute de la crise actuelle.

La crise de 1930 résultait par exemple de la contradiction entre l'explosion de la productivité consécutive au taylorisme et à la mise en place des premiers éléments du fordisme, et d'autre part des formes de régulation économique, fondées sur une faible intégration du salariat à la consommation de masse, sur des mécanismes assez frustes de concurrence inter-industrielle, sur l'étalon-or et sur une faible intervention de l'Etat. Le monde qui sortira finalement de la crise au début des années 50 présentera des caractères tous différents. Aujourd'hui, la « société de consommation », « l'Etat interventionniste », qui ont fait les beaux jours de l'accumulation intensive dans les années 50-60, sont entrés à leur tour en crise.

Comment le capital sortira-t-il de cette crise ? Nous n'en savons guère plus que La Palice : s'il n'en meurt pas (si toutes les tentatives de sortir de la crise en sortant du capitalisme échouent...), il s'en sortira, d'une manière ou d'une autre, fût-ce à travers une nouvelle guerre... Mais il en sortira *différent*, avec un autre régime d'accumulation, fondé sur de nouveaux procès de travail, des modes de consommation différents, des nouvelles alliances de classe, une nouvelle division internationale du travail²¹. Dès lors la sortie de la crise présentera obligatoirement certains aspects des crises du premier type : un *apurement*, préalable au jusqu'ici mythique « redéploiement ». Qu'il s'agisse en effet de raboter les écarts par rapport à un régime d'accumulation inchangé (crise du premier type), ou de changer

21. Beaucoup s'essayent à l'économie-fiction. On peut imaginer : un transfert du fordisme vers certains pays dominés, le développement d'un « néofordisme » dans certaines métropoles (avec une certaine recomposition des tâches, rendue possible par l'automatisation, avec une nouvelle vague de « tertiarisation », le tertiaire devenant lui-même champ d'accumulation par le développement de la télématique), etc., etc. Mais ne voir dans la crise actuelle qu'une « crise d'adaptation », c'est faire l'impasse *a priori* sur le rejet populaire du mode capitaliste de développement.

carrément de régime d'accumulation, il faut détruire du capital déjà investi, licencier des prolétaires déjà engagés, faire produire à ceux qui restent davantage de plus-value pour financer des investissements nouveaux. La différence entre les deux types de crise réside dans ce que la solution de la crise du second type exige une « invention », des transformations politiques et sociales. Mais dans un premier temps, l'effet est le même pour les travailleurs. Il faudra donc également un *affrontement*.

Autrement dit, il faut trancher la crise « Haut/Bas » pour résoudre la crise « Haut/Haut », il faut que les travailleurs paient pour que les capitalistes puissent utilement régler leurs comptes entre eux. Bien sûr, la crise ne sera pas aussi catastrophique pour tous les travailleurs. Un noyau de prolétariat mondial s'en tirera assez bien²², et gardera son emploi, peut-être même son salaire, pendant toute la reconversion (si celle-ci a lieu sans guerre, ce qui est loin d'être évident). Mais cet avantage de quelques-uns risque d'être payé par la masse de tous les autres si le mouvement ouvrier se résigne à la formidable division de la classe qui s'approfondit de jour en jour (travailleurs stables/travailleurs précaires, hommes/femmes, nationaux/immigrés, branches en expansion/branches en déclin, etc.).

Toutes les variantes du réformisme cherchent en fait à négocier la résolution de la crise « en haut » moyennant des sacrifices pour « en bas », et l'intégration des couches dirigeantes du réformisme à la gestion du système. On assiste cependant à de curieux chassés-croisés²³.

Dans les périodes d'expansion, le capitalisme « baigne dans l'huile ». Alors les réformistes misent sur la baisse tendancielle du taux de profit : l'alourdissement de la composition organique du capital amènera l'Etat à prendre en charge une part crois-

22. Par exemple les typographes allemands ont obtenu de conserver leur statut (salaire, emploi et qualification) malgré les formidables mutations en cours dans leur branche. Mais ce que le capitalisme allemand peut se permettre (en expulsant d'ailleurs deux millions d'immigrés), les capitalismes moins bien placés peuvent-ils se l'offrir ?

23. Pour ce qui concerne la période antérieure à 1978, je me permets de reprendre ici un développement déjà présenté aux lecteurs des *Temps Modernes*, en 1976.

sante des industries de base. Il suffit au parti ouvrier de conquérir électoralement l'Etat, et le tour est joué ! Au début du siècle, c'est la position de Kautsky. Face à lui se dresse Rosa Luxemburg, qui prophétise à court terme (en 1907) une crise de surproduction qui ne pourra se régler que par le recours aux dépenses d'armements puis au repartage du monde. En France, dans les années 60, le PCF, avec la théorie de la « crise du Capitalisme Monopoliste d'Etat » avait retrouvé l'argumentation de Kautsky. Cette « stratégie » fait l'impasse sur la contradiction « Haut/Bas », sur la dépossession des producteurs directs qu'impliquent aussi bien le machinisme que l'étatisme : elle est conforme au projet d'un Capitalisme d'Etat, tel qu'il s'est réalisé en Europe de l'Est.

Cependant, la crise éclate toujours bien avant que les capitalistes privés, écœurés par la maigreur des taux de profit, passent la main. Vient l'ouverture « officielle » de la crise. Dès lors, ce sont des économistes d'extrême gauche qui affirment que la crise est structurelle, que le capitalisme ne peut s'en tirer et rétablir ses taux de profit qu'en écrasant la classe ouvrière, et par la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail, sans doute au travers d'une guerre. Dès lors, on ne peut éviter cette issue impérialiste de la crise que par la révolution, en rompant avec les lois du Capital.

Au contraire, le PCF reprend alors l'argumentation keynésienne sur la « faiblesse de la demande effective », et affirme que c'est l'austérité (du plan Fourcade) qui, en comprimant la demande populaire, provoque le chômage. Ce qui, en un sens, est vrai, mais seulement à très court terme : comme le montre la reprise de la fin 1975, provoquée par un relâchement du plan Fourcade face à l'extraordinaire résistance ouvrière en 1974-1975. Mais cette mini-reprise, vite essoufflée, et qui n'a pu que freiner la progression du chômage, rejette la France dans le camp de « l'Europe faible », des « pays au capitalisme malade qui ne s'en tireront pas ». La chute du franc sanctionne ce non-redéploiement, et l'appel au « chevalier de l'austérité », Raymond Barre, traduit la nécessité pour le capital d'en découdre avec la rigidité ouvrière. Pourtant, pour le PCF, le Programme commun reste plus que jamais d'actualité : rognons les surprofits des monopoles (et en particulier des compagnies pétrolières), distribuons du pouvoir d'achat, et on reviendra aux

bons jours de la croissance d'après-guerre... « la gestion démocratique » en plus. Pour sortir de la crise, il n'y a qu'à changer de majorité. Les journalistes de *France nouvelle*, qui sentent bien la faiblesse théorique de la position du PCF, peuvent bien multiplier les plaidoyers pour démontrer que, les « nouvelles forces productives » exigeant un travail plus qualifié, la hausse des salaires pourrait s'accompagner d'une hausse du taux du surplus, ils ne parviennent guère à convaincre²⁴.

Les théoriciens liés au PS, tels Michel Rocard et Jacques Attali, n'ont aucune peine à montrer que, si l'on reste dans le cadre du capitalisme et du marché mondial, distribuer du pouvoir d'achat supplémentaire aux salariés mène à l'impasse. La loi de la valeur s'impose en diminuant la compétitivité des entreprises françaises, en aggravant l'inflation et en déséquilibrant la balance du commerce extérieur.

Le « nouveau modèle de développement ».

De ce diagnostic juste, ces « réformistes modernistes » tirent cependant une conclusion tout aussi éloignée de celle des révolutionnaires que du Programme commun : il faut accepter des sacrifices en termes quantitatifs, quitte à se rattraper sur le qualitatif. De 1974 à 1978, le courant social-démocrate et la direction de la CFDT qui s'y rattache se résignent progressi-

24. Voir par exemple les articles de M. Bormann, J. Brière, B. di Crescenzo, P. Herzog, vers la fin 1976. D'une façon générale, lors de la renégociation du Programme commun, les économistes du PCF laisseront percer leur grande impréparation devant l'échéance de la gestion de la crise. En proposant brutalement l'écrasement de la hiérarchie des salaires et en laissant dans le flou la question de la rupture avec le marché mondial, ils en dirent trop ou pas assez.

On mesure ici le prix de critiques assez faciles contre le « catastrophisme luxemburgiste ». Le mot d'ordre « la crise n'est pas fatale », juste quand il signifie qu'elle n'est pas le produit de « lois naturelles », mais de « lois du mode de production capitaliste », peut devenir la devise du crétinisme économique-parlementaire quand il prend la signification « on peut tous s'en tirer avec une bonne politique »... mais sans rompre avec les rapports fondamentaux du mode de production. Ce à quoi ne suffit pas la nationalisation de neuf groupes même avec leurs filiales...